

François Bayrou a accordé un entretien au quotidien Le Monde, édition datée du dimanche 23 et lundi 24 mai.

Le Monde : Approuvez-vous la proposition du président de la République d'inscrire dans la Constitution la lutte contre les déficits ?

François Bayrou : Inlassablement, depuis dix ans, j'ai défendu le principe d'une disposition constitutionnelle qui empêche les déficits de se creuser, du moins en période de croissance. La proposition que je défendais était d'écrire tout simplement dans la Constitution qu'à partir de l'année 2015, par exemple, les déficits de fonctionnement ne seront pas admis, sauf pour combattre ou prévenir une récession. Pour l'investissement, les grands équipements, il est compréhensible qu'en empruntant on partage la charge avec les générations futures ; pour le fonctionnement pour les retraites, pour le remboursement des feuilles de sécu, c'est inadmissible et scandaleux. Je trouve légitime d'en faire un principe constitutionnel. Bien des critiques disent : "Vous n'avez pas le droit de lier les mains des gouvernements à venir." Cette critique est sérieuse : je propose donc que la modification constitutionnelle soit décidée par les Français eux-mêmes, par référendum. Si des gouvernements ultérieurs estiment nécessaire de rompre avec cette règle de prudence, ils ne pourront le faire sans avoir à leur tour demandé l'accord du peuple.

Le Monde : À quoi attribuez-vous cette propension française aux déficits ?

François Bayrou : Deux choses : dans la culture française, il y a l'idée profondément ancrée que l'inflation, à un moment donné, viendra effacer l'ardoise. Et puis, nous vivons dans la frénésie du court terme. Pour exister au journal de 20 heures, chaque jour, devant chaque accident de la vie, il faut "débloquer", comme on dit, des milliards. Et en effet, on n'a pas arrêté de débloquer, à tous les sens du mot...

Le Monde : La rigueur est-elle inéluctable ?

François Bayrou : La guerre des mots autour du terme "rigueur" est ridicule. Mais il faut se mettre ceci dans la tête : nous sommes entrés dans le temps des choses sérieuses. On nous a fait vivre dans l'illusion que l'Etat pouvait répondre à toutes les demandes à partir de ressources qu'il n'avait pas. C'est fini. Et, pour moi, il est bon que notre pays ouvre les yeux devant la réalité.

Le Monde : Les Français y sont-ils prêts ?

François Bayrou : Je crois que les esprits ont beaucoup évolué. Les responsables politiques aussi. J'ai trouvé intéressant que Dominique Strauss-Kahn dise clairement que le tabou des 60 ans pour la retraite n'avait pas de sens. Mais les appareils de parti, eux, n'en sont pas là ! Lorsque le PS officiel prétend que, pour la réforme des retraites, il suffit de taxer les banques, qu'il n'y a qu'à "prendre l'argent là où il est", comme disait magnifiquement feu Georges Marchais, c'est le pire des messages politiques. cela consiste à dire au grand public : "On peut s'en tirer sans effort puisque les efforts seront pour les autres !" Ce n'est pas ain qu'on rebâtit un grand pays.

Le Monde : Vous pensez qu'on va vers des hausses d'impôt ?

François Bayrou : Compte tenu de l'ampleur des déficits, aucun gouvernement n'y échappera. Et lorsque le gouvernement actuel prétend le contraire, il raconte des histoires et il le sait parfaitement. C'est si vrai que le gouvernement a transmis à

Bruxelles un plan de redressement qui comporte une hausse de deux points des prélèvements obligatoires ! Mais notre fiscalité est devenue de plus en plus injuste et de plus en plus labyrinthique. Pour obtenir justice, clarté et donc confiance, il faudra le courage d'une profonde réforme fiscale.

Le Monde : Comment interprétez-vous l'effervescence actuelle au centre ?

François Bayrou : Il y a au centre de la vie politique française une famille dispersée, mais réelle. Ce courant de pensée s'est séparé : une partie s'est satellisée autour du pouvoir chiraquien ou sarkozyste, une partie a choisi l'indépendance avec moi, une partie s'est installée dans l'orbite du PS. Mais les événements imposeront un jour ou l'autre que ce grand courant, avec toutes ses sensibilités, se rassemble.

Le Monde : Avec ou sans vous ?

François Bayrou : Le moment venu, je mettrai toutes mes forces au service de cette reconstruction. Mais il y a une condition, et pour moi une seule : il faut que toutes les composantes assument une vraie indépendance. C'est toujours la même histoire : pour être à la hauteur, il faut renoncer au renoncement.

Le Monde : Pourquoi avez-vous récemment rencontré Nicolas Sarkozy ?

François Bayrou : Nous sommes dans une période de crise profonde, où tout le monde cherche l'issue. Dans cette période, chaque fois que le président de la République m'invitera à le rencontrer pour parler des grands sujets, j'accepterai. Idem pour le premier ministre ou les responsables de la gauche. Et, chaque fois, sans tambour ni trompette. Responsables politiques, nous sommes collectivement responsables de la situation du pays. Je ne dis pas "tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil", mais "tout le monde est responsable".

Le Monde : Comment analysez-vous la crise européenne ?

François Bayrou : Je n'aime pas la mode anti-allemande actuelle. La chancelière Angela Merkel, et son ministre des finances, Wolfgang Schäuble, sont des dirigeants de grande dimension, qui prennent légitimement en compte la hantise historique de leur peuple. Nous les Français, nous aimons l'inflation et la planche à billets. Les Allemands ont perdu leur être, leur sang et leur âme dans une dérive qui a commencé par l'inflation. Si on ne comprend pas ça, on ne comprend rien.

Le Monde : Pourquoi l'Europe ne parvient pas à parler d'une seule voix ?

François Bayrou : Parce qu'il n'y a pas de vision claire. Que doit être l'Europe ? Pour moi, c'est une famille d'Etats et de nations organisés dans un but commun. À l'ère des Etats-continentaux, ils choisissent de défendre ensemble leur modèle de société. Le jour où cette idée fondatrice sera acceptée par tous, on avancera. **Le**

Monde : La Commission européenne doit-elle avoir un droit de regard sur les budgets nationaux ?

François Bayrou : On présente bien le budget, avant de le voter, aux citoyens français. Pourquoi pas aux partenaires européens ? Je souhaiterais pour aller plus loin une agence européenne vraiment indépendante chargée de garantir la vérité sur les comptes des différents Etats.

Le Monde : La baisse de l'euro vous inquiète-t-elle ?

François Bayrou : Non. L'euro était surévalué. Nous nous rapprochons d'une parité convenable avec le dollar. Où est le drame ? Ce rééquilibrage a aussi des avantages.

Le Monde : La zone euro peut-elle exploser ? François Bayrou : Je ne le crois pas. Un pays qui en sortirait verrait ses taux d'intérêt s'envoler, ses déficits exploser, et l'inflation l'envahir. Il ne trouverait plus de crédit. C'est très dissuasif. J'ajoute que l'euro protège tout le monde. Même les forts...

Le Monde : Va-t-on vers davantage d'intégration économique à la faveur de la crise ?

François Bayrou : Si on allait vers une vraie coordination et une vraie coopération, ce serait déjà un pas de géant.

Le Monde : Que faut-il faire en priorité pour assurer le financement des retraites ?

François Bayrou : Un plan en trois étapes : -d'abord, rétablir l'équilibre financier par de nouvelles ressources et cela impose, par esprit de justice, de faire participer des revenus qui, pour l'instant, étaient à l'abri ; -ensuite, à moyen terme, admettre que, bien sûr, le déséquilibre des retraites est un problème démographique, qu'il faut augmenter le nombre des actifs par rapport au nombre des retraités : pour cela, il faut devenir obsédés de la reconquête de l'emploi en France, pour les jeunes et pour les plus de 55 ans et ensuite allonger la durée d'activité en faisant glisser le curseur de l'âge légal, ou celui de la durée des cotisations, ou les deux ; -enfin, pour le long terme, définir dès aujourd'hui, tous ensemble, à horizon d'une décennie, un système de retraite, par exemple à points, plus souple, qui prévoira des transitions entre emploi et retraite, et qui sera équilibré.

Le Monde : Soutiendrez-vous la réforme que va proposer le gouvernement ?

François Bayrou : Si elle me paraît raisonnable, je la soutiendrai. Je n'ai pas passé ma vie politique à mettre en garde contre les déficits pour aller dans le sens de l'irresponsabilité lorsqu'un redressement commence à s'imposer.

Le Monde : Votre geste ne risque-t-il pas d'être interprété comme un "recentrage" dû à votre solitude ?

François Bayrou : Sans concession, depuis le premier jour, j'ai combattu les fautes du pouvoir actuel en termes d'injustices, d'atteintes à la séparation des pouvoirs, de mainmise sur les médias, publics en particulier, de mélange entre intérêts privés et intérêt public. Je continuerai de le faire. Cela me rend d'autant plus libre d'approuver des décisions qui me paraissent équilibrées. Dire oui quand les choses vont dans le bon sens, dire non et se battre contre les erreurs et les abus, voilà ma ligne.

Le Monde : Quelle est votre opinion sur le projet de loi sur la burqa ?

François Bayrou : Je n'ai pas aimé la manière dont le débat a été lancé. Mais la décision est maintenant devant nous : je trouve le texte du gouvernement raisonnable. Le projet de loi ne parle pas de religion, ne cible personne. Il dit simplement qu'en France, on ne dissimule pas son visage dans l'espace public, que vivre à visage découvert, c'est le premier geste de reconnaissance réciproque et de respect. En outre, j'approuve qu'il y ait une pédagogie prévue dans la loi.

Propos recueillis par Françoise Fressoz et Pierre Jaxel-Truer.